

Brochure n° 3301

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2098. – PRESTATAIRES DE SERVICES**  
**DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE**

---

ACCORD DU 22 SEPTEMBRE 2011  
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE DE VALIDATION DES ACCORDS D'ENTREPRISE

NOR : ASET1151405M  
IDCC : 2098

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de déterminer l'organisation et les règles de fonctionnement de la commission paritaire de validation des accords conclus par les entreprises de la branche des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire, dépourvues de délégué syndical.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Missions de la commission*

Dans le cadre des articles L. 2232-21 et L. 2232-22 du code du travail, la commission a pour mission de valider les accords collectifs conclus avec les représentants élus au comité d'entreprise ou les délégués du personnel, dans les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégué syndical.

Ces accords conclus avec les élus du personnel ne peuvent porter que sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords sur les modalités de consultation et d'information du comité d'entreprise en cas de licenciement économique de 10 salariés ou plus, mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

La commission contrôle que l'accord collectif n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables. En particulier, la commission contrôle que les dispositions de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire ont bien été respectées.

En revanche, la commission n'exerce pas de contrôle d'opportunité de l'accord.

**Article 2**

*Saisine de la commission*

La saisine de la commission est caractérisée par la transmission de l'accord collectif par l'entreprise daté et signé. L'accord doit être adressé en lettre recommandée avec avis de réception au secrétariat de la commission.

Outre l'accord collectif d'entreprise, la saisine de la commission devra comporter les documents suivants :

- la copie des procès-verbaux des dernières élections professionnelles (documents Cerfa) ;
- la copie des courriers et de leurs avis de réception prouvant que l'information a été faite aux organisations syndicales représentatives au niveau de la branche selon laquelle l'entreprise a décidé d'engager des négociations conformément aux dispositions de l'article L. 2232-21 du code du travail, étant précisé que les adresses des fédérations des organisations syndicales représentatives au niveau de la branche, auxquelles doivent impérativement être envoyés les courriers en lettre recommandée avec avis de réception, sont les suivantes :
  - la CFDT-F3C : 47, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris Cedex 19 ;
  - la CFE-CGC FNECS : 9, rue de Rocroy, 75010 Paris ;
  - la fédération CGT des sociétés d'études : 263, rue de Paris, case 421, 93514 Montreuil ;
  - la FEC-FO : 28, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris ;
  - la CFTC-CSFV : 34, quai de Loire, 75019 Paris,
- le cas échéant, le ou les précédents accords conclus dans l'entreprise sur le même thème ;
- une attestation précisant le nombre de salariés, en équivalent temps plein, travaillant dans l'entreprise à la date de signature de l'accord d'entreprise soumis à la commission ;
- tous documents utiles permettant de déterminer l'activité effective de l'entreprise et notamment :
  - les statuts de l'entreprise ;
  - le code NAF de l'entreprise ;
  - le nom de l'OPCA collecteur de l'entreprise et la date depuis laquelle celle-ci y cotise ;
  - le nom de l'organisme de prévoyance de l'entreprise et la date depuis laquelle elle y adhère.

Le secrétariat adressera cet accord et les documents joints à l'ensemble des membres de la commission.

La date de début de la période d'examen d'un accord d'entreprise est à la date de réception de l'ensemble complet des documents indiqués dans la liste ci-dessus qui emporte la saisine officielle de la commission. C'est la date de départ du délai de 4 mois pour l'examen de l'accord par la commission.

### **Article 3**

#### *Organisation de la commission*

##### **3.1. Composition**

La commission comprend un représentant titulaire et un représentant suppléant de chaque organisation syndicale de salariés représentative au plan national et un nombre égal de représentants titulaires et de représentants suppléants des organisations professionnelles d'employeurs.

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs doivent faire connaître par écrit au secrétariat de la commission le nom de leurs représentants.

Tout membre empêché de participer à une réunion de la commission peut se faire représenter par un membre appartenant au même collège auquel il donne pouvoir à cet effet.

##### **3.2. Présidence**

Les réunions de la commission sont présidées alternativement chaque année par un représentant de l'un ou l'autre collège, désigné par son collège.

Le président assure la préparation et la tenue des réunions. Un vice-président issu de l'autre collège l'assiste dans ses fonctions.

### 3.3. Secrétariat

La commission est domiciliée au cabinet d'avocats P&A, 65, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, qui en assure le secrétariat.

Les missions du secrétariat consistent à :

- assurer la transmission et la réception de tous documents entrant dans son champ d'intervention et de compétence ;
- établir les procès-verbaux de validation ou de non validation des accords transmis ;
- d'une manière générale, assurer le bon fonctionnement administratif de la commission dans le cadre du présent accord et des décisions et orientations fixées par la commission elle-même.

## Article 4

### *Fonctionnement de la commission*

#### 4.1. Réunions de la commission

La commission se réunit dans les 2 mois suivants la transmission d'un accord collectif pour validation à l'ensemble des parties.

#### 4.2. Décisions de la commission

Les décisions de la commission sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

La commission émet un procès-verbal de validation ou de non validation de l'accord collectif qui lui a été transmis.

La commission doit se prononcer sur la validité de l'accord dans les 4 mois suivant sa saisine. A défaut et conformément à l'article L. 2232-21 du code du travail, l'accord est réputé avoir été validé.

Si la commission décide de ne pas valider l'accord, il est réputé non écrit.

Toute saisine incomplète au regard des dispositions de l'article 2 du présent accord ne pourra pas faire l'objet d'une décision de la commission.

L'entreprise concernée disposera d'un délai de 15 jours à compter du retour de son dossier pour renvoyer une saisine complète à la commission par le biais de son secrétariat afin que celle-ci puisse valablement être saisie et prendre sa décision.

## Article 5

### *Dépôt des accords validés par la commission auprès de l'administration*

Afin d'entrer en vigueur et en application de l'article L. 2232-28 du code du travail, les accords collectifs validés par la commission paritaire de branche doivent être déposés auprès de l'autorité administrative compétente, accompagnés de l'extrait de procès-verbal de validation de la commission.

## Article 6

### *Indemnisation des membres de la commission*

Les conditions de remboursements de frais et de maintien de rémunération des représentants syndicaux participant aux réunions de la commission paritaire de validation sont déterminées au titre I<sup>er</sup>, article 2, de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire.

## **Article 7**

### *Entrée en vigueur*

Le fonctionnement de la commission paritaire de validation est effectif à compter de la date de signature du présent accord.

## **Article 8**

### *Champ d'application, publication, extension et durée*

Le champ d'application du présent accord est celui défini au titre I<sup>er</sup>, article 1<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire.

Il est conclu pour une durée indéterminée et fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Paris, le 22 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

ANCR ;  
FIGEC ;  
SIST ;  
SNPR ;  
SNPA ;  
SORAP ;  
SP2C ;  
SYNAPHE.

### **Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;  
CSFV CFTC ;  
F3C CFDT.